ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mardi 28 octobre 2025 — N° 11

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

La séance est ouverte à 13 h 40.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Lévesque (Chauveau) fait une déclaration afin de souligner le 125e anniversaire du Mouvement Desjardins.

M. Émond (Richelieu) fait une déclaration afin de souligner la remise de bourses du député de Richelieu pour la relève agricole.

M. Bouazzi (Maurice-Richard) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Chantal Comtois.

Mme Dorismond (Marie-Victorin) fait une déclaration afin de souligner le 40e anniversaire de la Maison La Virevolte.

Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) fait une déclaration afin de souligner la victoire des Spartiates de l'école secondaire Calixa-Lavallée au tournoi de robotique FIRST Québec.

M. Martel (Nicolet-Bécancour) fait une déclaration afin de souligner le travail de l'organisme Entraide Bécancour.

_____

Mme Jeannotte (Labelle) fait une déclaration afin de souligner le 25e anniversaire de la Fiducie du Domaine Saint-Bernard.

_____

Mme Tremblay (Hull) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Pierre Philion.

_____

Mme Bogemans (Iberville) fait une déclaration afin de souligner le 50e anniversaire du Club FADOQ Mont-Saint-Grégoire

_____

Mme Guilbault (Louis-Hébert) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Sabrina Duchesne.

_____

M. Jacques (Mégantic) fait une déclaration afin de souligner le 50e anniversaire du Centre de la petite enfance Le Ballon Rouge.

_____

Mme Garceau (Robert-Baldwin) fait une déclaration afin de souligner le 35e anniversaire de la Fondation du collège Beaubois.

_____

À 13 h 55, M. Benjamin, troisième vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 14 h 06.

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. Girard, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 4 Loi concernant la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 25 mars 2025 et modifiant d'autres dispositions

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 4.

Dépôts de documents

M. Girard, ministre des Finances, dépose :

Le troisième rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2021.

(Dépôt n° 233-20251028)

M. Jolin-Barrette, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport d'évaluation de la mise en œuvre des dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse relatives à la stabilité des liens et des conditions de vie des enfants confiés à un milieu de vie substitut jusqu'à la majorité : regard sur la jurisprudence.

(Dépôt n° 234-20251028)

M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement, au nom de M. Skeete, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, dépose :

La Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme, signée au Brésil le 9 juin 1994, accompagnée d'une note explicative sur le contenu et les effets de celle-ci.

(Dépôt n° 235-20251028)

Puis, il dépose la motion suivante :

QUE l'Assemblée nationale approuve la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme de l'Organisation des États américains.

(Dépôt n° 236-20251028)

Puis, au nom de M. Skeete, ministre des Relations internationales et de la Francophonie, il dépose :

L'Entente complémentaire entre le gouvernement du Québec et l'Organisation de l'aviation civile internationale concernant les locaux de l'organisation situés au 1001, boulevard Robert-Bourassa à Montréal, signée à Montréal le 23 septembre 2025, accompagnée d'une note explicative sur le contenu et les effets de celle-ci.

(Dépôt n°237-20251028)

Puis, il dépose la motion suivante :

> QUE l'Assemblée nationale approuve l'Entente complémentaire entre le gouvernement du Québec et l'Organisation de l'aviation civile internationale concernant les locaux de l'organisation situés au 1001, boulevard Robert-Bourassa à Montréal, signée le 23 septembre 2025.

(Dépôt n° 238-20251028)

M. Carmant, ministre responsable des Services sociaux, dépose :

L'évaluation des impacts de la Loi sur la protection de la jeunesse – Analyse de cohortes 2003-2020 – juin 2025.

(Dépôt n° 239-20251028)

M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 20 mai 2025 par M. Zanetti (Jean-Lesage) concernant la révision du programme d'univers social au primaire;

(Dépôt n° 240-20251028)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 21 mai 2025 par Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) concernant l'opposition à la vente de l'édifice patrimonial et à la relocalisation définitive de l'école publique FACE à Montréal;

(Dépôt n° 241-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 21 mai 2025 par M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) concernant le retrait du projet de loi nº 89 et l'engagement à respecter le droit de grève;

(Dépôt n° 242-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 28 mai 2025 par M. Zanetti (Jean-Lesage) concernant la prévention du racisme dans les milieux scolaires du Québec;

(Dépôt n° 243-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 28 mai 2025 par Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) concernant la construction d'une école primaire dans le quartier Peter-McGill;

(Dépôt n° 244-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 28 mai 2025 par Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) concernant une demande visant à empêcher la fermeture de l'Académie Centennial en lui accordant un financement pour soutenir le secteur francophone;

(Dépôt n° 245-20251028)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 4 juin 2025 par M. Cliche-Rivard (Saint-Henri–Sainte-Anne) concernant la mise en place d'un moratoire sur les fermetures de succursales de la SAQ jusqu'à l'adoption d'une politique de responsabilité territoriale;

(Dépôt n° 246-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 4 juin 2025 par Mme Dufour (Mille-Îles) concernant le classement de l'église Saint-Vincent-de-Paul de Laval comme bien patrimonial;

(Dépôt n° 247-20251028)

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 5 juin 2025 par M. Bussière (Gatineau) concernant la nécessité de prioriser les réfections de la route 366 du secteur Sainte-Cécile-de-Masham afin d'assurer la sécurité des usagers;

(Dépôt n° 248-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 5 juin 2025 par Mme Setlakwe (Mont-Royal–Outremont) concernant la construction d'une école primaire dans le secteur du Triangle à Montréal;

(Dépôt n° 249-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 6 juin 2025 par M. Paradis (Jean-Talon) concernant la suspension de l'étude détaillée du projet de loi n° 69, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives;

(Dépôt n° 250-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 1er octobre 2025 par M. Marissal (Rosemont) concernant une demande d'inclure le dispositif Optune dans la couverture publique de la Régie de l'assurance-maladie du Québec;

(Dépôt n° 251-20251028)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 1er octobre 2025 par M. Marissal (Rosemont) concernant une demande de remise en service du logiciel expert MediRad dans le département de radiologie de l'hôpital de Granby en remplacement de la plateforme DCI Ariane;

(Dépôt n° 252-20251028)

La réponse à la question écrite n° 5 concernant la place des chiropraticiens dans le parcours de soins, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 253-20251028)

La réponse à la question écrite n°8 concernant la mise en œuvre du service de transport médical héliporté, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 254-20251028)

La réponse à la question écrite n° 9 concernant l'implantation du groupe de médecine de famille universitaire de Vaudreuil-Soulange, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par Mme Nichols (Vaudreuil);

(Dépôt n° 255-20251028)

La réponse à la question écrite n° 10 concernant le parcours de soins pharmaceutiques, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 256-20251028)

La réponse à la question écrite n° 12 concernant la gestion des médicaments, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 257-20251028)

La réponse à la question écrite n° 13 concernant l'atteinte des cibles d'élimination du virus de l'hépatite C, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 258-20251028)

La réponse à la question écrite n° 14 concernant le dépistage du cancer colorectal, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 259-20251028)

La réponse à la question écrite n° 15 concernant la mise en œuvre de mesures liées au radon, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 30 septembre 2025 par M. Tanguay (LaFontaine);

(Dépôt n° 260-20251028)

La réponse à la question écrite n° 27 concernant la situation des travailleurs autonomes face à l'intelligence artificielle générative, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 1er octobre 2025 par Mme Cadet (Bourassa-Sauvé);

(Dépôt n° 261-20251028)

La réponse à la question écrite n° 30 concernant la vente et la consommation des sachets de caféine, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 2 octobre 2025 par M. Ciccone (Marquette);

(Dépôt n° 262-20251028)

La réponse à la question écrite n° 21 concernant la réglementation du camionnage en vrac, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 1er octobre 2025 par M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine).

(Dépôt n° 263-20251028)

Mme la présidente dépose :

Copie du préavis de la motion proposée par M. St-Pierre Plamondon, chef du troisième groupe d'opposition, qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 29 octobre 2025, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 264-20251028)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Drainville, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, conjointement avec M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys), Mme Zaga Mendez (Verdun), Mme Gentilcore (Terrebonne) et M. Chassin (Saint-Jérôme), propose :

> QUE l'Assemblée nationale commémore le 125e anniversaire du Mouvement Desjardins, dont les origines remontent à la fondation de la Caisse populaire de Lévis le 6 décembre 1900;
>
> QU'elle rende hommage à Alphonse et Dorimène Desjardins, fondateurs de la plus grande coopérative de services financiers en Amérique du Nord;
>
> QU'elle reconnaisse le rôle historique et structurant de Desjardins dans l'essor économique, social et communautaire du Québec, notamment par la démocratisation de l'accès aux services financiers, le soutien indéfectible aux collectivités et par sa contribution déterminante à l'expansion du mouvement coopératif;
>
> QU'elle salue non seulement le dévouement exemplaire de ses fondateurs, mais également celui des femmes et des hommes qui, de génération en génération, ont œuvré au développement de nos communautés, tout en accompagnant leurs membres et clients sur le chemin de l'autonomie financière;

> QU'enfin, l'Assemblée nationale souligne l'engagement constant du Mouvement Desjardins à relever les défis d'aujourd'hui et de demain, qu'il s'agisse d'innovation financière, de développement durable ou d'engagement coopératif et citoyen, dans le dessein de consolider son apport économique, de renforcer la vitalité de nos communautés et de contribuer pleinement à la prospérité du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Tanguay (LaFontaine) présente une motion concernant les conséquences de l'adoption du projet de loi n° 2, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux et à assurer la continuité de la prestation de ces services; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Ghazal, cheffe du deuxième groupe d'opposition, présente une motion concernant l'État de Palestine; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Bérubé (Matane-Matapédia), conjointement avec Mme Cadet (Bourassa-Sauvé), M. Nadeau-Dubois (Gouin), M. Chassin (Saint-Jérôme) et M. Dufour (Abitibi-Est), présente une motion concernant le versement de sommes destinées aux écoles du Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Chassin (Saint-Jérôme), conjointement avec M. Tanguay (LaFontaine), M. Marissal (Rosemont), M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) et M. Dufour (Abitibi-Est), présente une motion concernant la transmission d'avis portant sur le projet de loi nº 2, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux et à assurer la continuité de la prestation de ces services; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lévesque, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission des relations avec les citoyens, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le cahier de consultation intitulé *La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029*;

- la Commission de la culture et de l'éducation, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 109, Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique.

M. Benjamin, troisième vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de la santé et des services sociaux se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'une pétition concernant la mise en place de mesures plus justes pour l'accompagnement des personnes sourdes-aveugles.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Benjamin, troisième vice-président, informe l'Assemblée que, le 29 octobre 2025, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. St-Pierre Plamondon, chef du troisième groupe d'opposition.

Cette motion se lit comme suit :

> QUE l'Assemblée nationale souligne que 30 ans après le référendum sur l'accession du Québec à la souveraineté de 1995, le statut politique du Québec n'est toujours pas pleinement résolu;
>
> QU'elle rappelle que des informations importantes sur les manœuvres du camp du Non sont toujours inaccessibles aux parlementaires;
>
> QU'elle constate qu'à l'intérieur du régime canadien, le poids politique et démographique du Québec a diminué depuis 30 ans;
>
> QU'elle constate qu'à l'intérieur du régime canadien, l'usage du français au Québec a reculé depuis 30 ans;
>
> QU'elle constate qu'à l'intérieur du régime canadien, les empiètements sur les compétences législatives du Québec se sont multipliés depuis 30 ans;
>
> QU'elle prenne acte qu'à l'intérieur du régime canadien, le développement social et politique du Québec est soumis à la primauté de la Constitution du Canada;
>
> QU'en conséquence, l'Assemblée nationale réaffirme que le peuple québécois est libre d'assumer son propre destin et de déterminer son statut politique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture et de l'éducation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 94, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives, ainsi que l'amendement transmis par M. Zanetti (Jean-Lesage).

L'amendement est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 112, Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada.

Après débat, le rapport est adopté.

À 16 h 16, à la demande de Mme LeBel, leader adjointe du gouvernement, M. Benjamin, troisième vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 h 30.

Débats de fin de séance

À 18 h 28, l'Assemblée tient un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Garceau (Robert-Baldwin) à M. Dubé, ministre de la Santé, portant sur le sujet suivant : « les impacts négatifs que la loi n° 2 aura sur les femmes médecins. ».

À 18 h 41, Mme Soucy, première vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 29 octobre 2025, à 9 h 40.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le samedi 25 octobre 2025, à 4 h 20, au cabinet de la lieutenante-gouverneure, en présence de Mme Beauregard, directrice de la séance et de la procédure parlementaire et représentante du secrétaire général, il a plu à l'honorable Suzanne Gagné, administratrice du gouvernement du Québec, de sanctionner le projet de loi suivant :

n° 2 Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux et à assurer la continuité de la prestation de ces services

Le mardi 28 octobre 2025, à 15 h 40, au cabinet de la lieutenante-gouverneure, en présence de M. Bélanger, ministre de la Cybersécurité et du Numérique, le représentant du premier ministre, et de Mme Aubé, conseillère à Direction de la séance et de la procédure parlementaire et représentante du secrétaire général, il a plu à l'honorable Manon Jeannotte, lieutenante-gouverneure du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

n° 82 Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions

n° 99 Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures

n° 101 Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail

La Présidente

NATHALIE ROY